

22 mai 2019
 Mise à jour le 7 juin
 IBEN n°07-2019

Elections UE

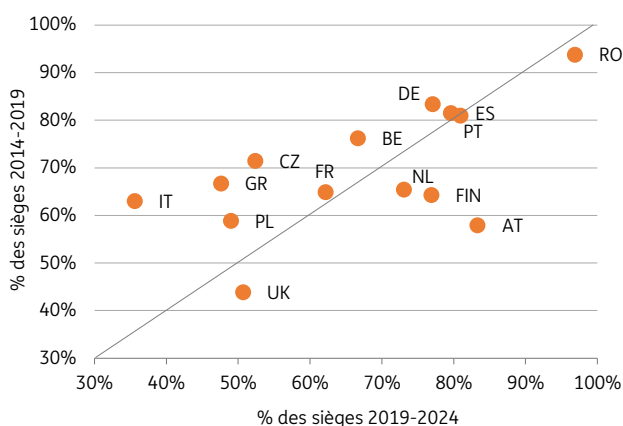
Lointaine Bruxelles

La montée de l'euroscpticisme en Europe peut être liée à certaines préoccupations des Européens, notamment quant à la pauvreté ou à l'immigration. Cependant, la plupart des citoyens n'attendent pas l'Europe sur les questions qui les préoccupent au premier chef mais sur d'autres questions. Cette distance entre le rôle de l'UE et leurs préoccupations quotidiennes est sans doute un facteur encore plus explicatif de la montée de l'euroscpticisme à cause de l'abstention élevée qu'elle provoque.

Un Parlement Européen plus euroscptique

La part des partis traditionnels (PPE, S&D, les Verts et l'ALDE) au Parlement européen s'est réduite à 65% dans le Parlement élu en mai 2019 (Graphique 1). La perte de vitesse est répandue, mais pas autant que prévu (leur part des sièges a progressé dans les pays situés sous la diagonale au graphique 1), notamment en Grande-Bretagne (où les LibDem et les Verts ont fait une bonne campagne). En France, si redistribution des sièges il y a, tant entre les partis traditionnels qu'entre les autres, la part des premiers s'est maintenue au-dessus des 60%. Néanmoins, dans la plupart des pays, les quatre partis traditionnels reculent. Un article d'ING à paraître en juin examinera quelles sont les conséquences potentielles de ce glissement sur l'intégration future de l'UE. Dans ce qui suit, nous examinons quelques explications potentielles de ce glissement.

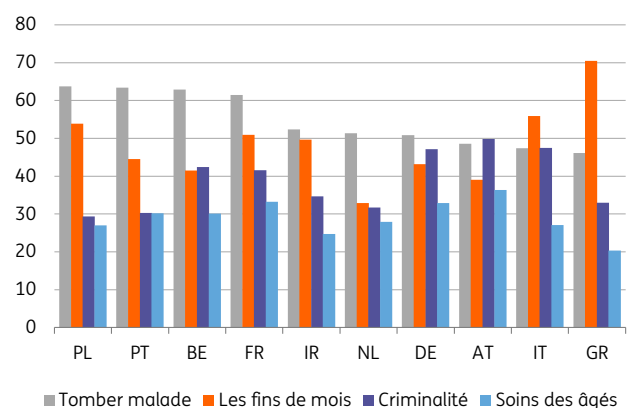
Gr. 1 La part des 4 partis* « traditionnels » au PE a reculé presque partout



*PPE, S&D, ALDE, Vert

Source : calculs ING, <https://elections-europeennes.robert-schuman.eu>

Gr. 2 Préoccupations des citoyens (moyenne)



Source : OCDE

Les préoccupations générales des européens : quelles sont-elles, jouent-elles un rôle ?

Une récente enquête de l'OCDE a sondé les principales inquiétudes des citoyens¹. Il apparaît que la préoccupation majeure des citoyens des principaux pays (Graphiques 2 et 3) est le risque de tomber malade, et ce avant le pouvoir d'achat (sauf en Grèce et en Italie où le pouvoir d'achat est la préoccupation principale). La criminalité arrive en troisième position dans la plupart des pays tandis que le coût des soins aux personnes âgées arrive souvent avant la crainte de perdre son emploi. La situation est légèrement différente si

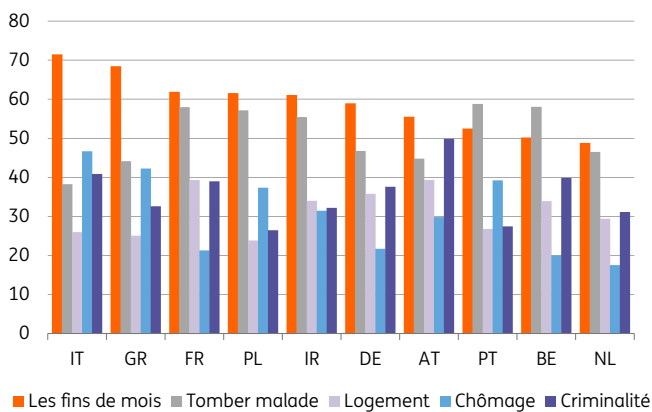
Julien Manceaux
 Senior Economist
 Brussels +32 2 547 33 50
 Julien.Manceaux@ing.be

¹ OCDE (2019) « Risks that matter » : <https://www.oecd.org/social/risks-that-matter.htm>

l'on considère les citoyens aux plus bas revenus (les 30% ayant le revenu le plus faible) : pour eux, c'est le pouvoir d'achat qui arrive en tête des préoccupations, avec là aussi la crainte de tomber malade. Pour cette catégorie, l'accessibilité au logement apparaît souvent en cinquième position, après les craintes de la criminalité ou de la perte d'emploi.

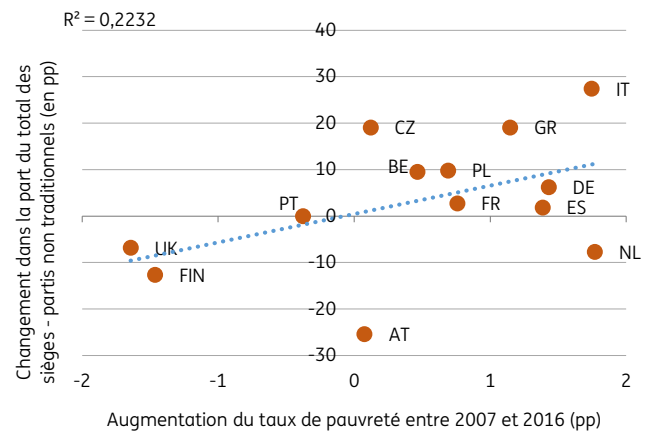
Ces préoccupations jouent un rôle dans le comportement des électeurs. Si l'on prend par exemple le taux de pauvreté par pays, on constate (Graphique 4) que dans les pays où la pauvreté a augmenté ces dernières années (en pp, soit en points de pourcentage), les gains de sièges des partis non traditionnels ont été plus importants aux élections de mai 2019. Les pays où le pouvoir d'achat est une préoccupation majeure sont en effet également ceux où le taux de pauvreté a progressé.

Gr. 3 Préoccupations des citoyens (30% avec les revenus les plus faibles)



Source : OCDE

Gr. 4 Le taux de pauvreté est sans doute un des facteurs influençant le glissement vers les partis non-traditionnels



Source : OCDE, calculs ING, <https://elections-europeennes.robert-schuman.eu>

Les débats nationaux jouent un rôle

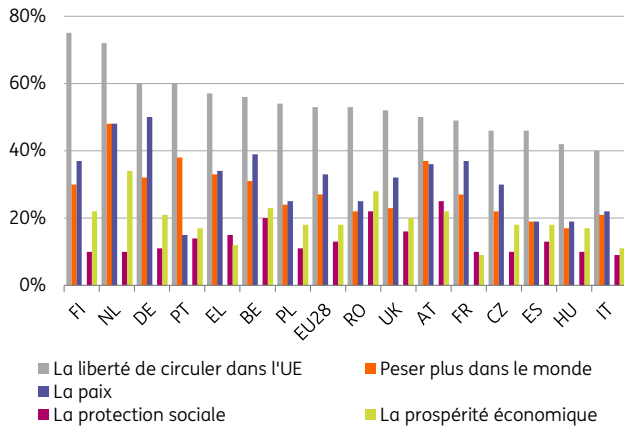
Ceci illustre le fait que les débats nationaux se mêlent parfois aux débats sur l'Europe, surtout lorsque les campagnes électorales sont peu différenciées entre les élections nationales et européennes. En effet, ce qui est surtout frappant ici n'est pas la liste de préoccupations des citoyens, mais le fait qu'aucune de ces préoccupations majeures n'est du ressort de l'Europe, et encore moins du Parlement Européen. Tout au plus peut-on penser que certaines politiques « d'austérité », identifiées comme venant de Bruxelles, ont participé à la confusion.

Si le Parlement a voté des textes majeurs lors de la dernière législature (protection des données, émissions de CO2 par les voitures, fin du roaming, etc) et que d'autres sont attendus (vie privée en ligne, transition écologique européenne), ils n'ont pas vocation à rencontrer les inquiétudes citées plus haut.

Mais les électeurs le savent et ne rejettent pas l'Europe pour autant

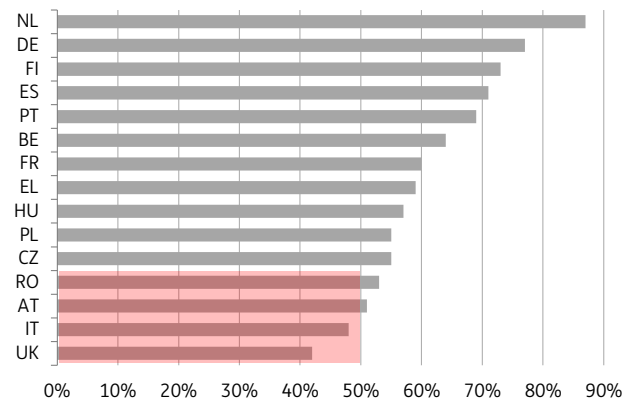
Les préoccupations des citoyens jouent un rôle dans la montée de l'euroscpticisme. Cependant, il serait faux, voire alarmiste, de penser que les électeurs ne font aucune différence entre les deux types de scrutin. En effet, dans les enquêtes Eurobaromètre, les électeurs montrent qu'ils n'attendent pas l'Europe sur ces sujets (pouvoir d'achat, prospérité, vieillissement) mais sur des champs, pas nécessairement moins importants, mais plus éloignés de leurs préoccupations. Au Graphique 5, on voit que selon les enquêtes Eurobaromètre, les citoyens attendent de l'Europe qu'elle garantisse la paix et qu'elle permette d'avoir une masse critique dans les débats du monde. La sécurité arrive ensuite. En dehors des Pays-Bas, il n'y a pas un répondant sur cinq pour attendre l'Europe sur le terrain de la prospérité économique. C'est donc probablement sur ces terrains que les électeurs mériteraient un vrai débat entre les parties euroscptiques et les partis traditionnels.

Gr. 5 Les Européens attendent l'Europe sur d'autres sujets



% de réponses à la question « Que représente l'Europe pour vous personnellement - 2 choix possibles »

Gr. 6 Les Européens ne pensent pas que leur pays aurait un meilleur futur en dehors de l'UE

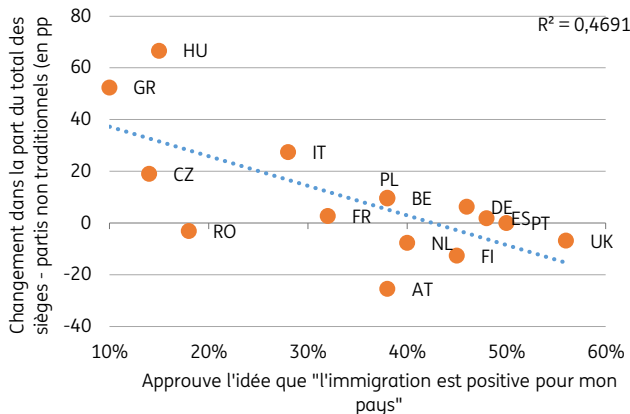


% pas d'accord avec l'affirmation « Mon pays aurait un futur meilleur hors de l'UE »

De même, il serait faux, voire alarmiste, de penser que parce que l'Europe ne répond pas à leurs préoccupations premières et que cela influence leur vote, les citoyens rejettent le projet européen. Toujours selon les enquêtes Eurobaromètre, les citoyens ont confiance dans l'UE sur ces questions : de manière générale, les Européens ne pensent pas que leur pays aurait un meilleur futur en dehors de l'UE (Graphique 6), en particulier, plus de 60% des Français et plus de 75% des Allemands.

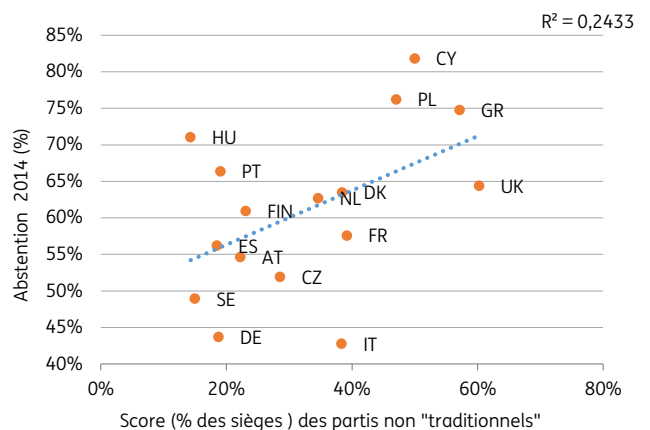
Le même raisonnement vaut pour la monnaie unique : parmi les membres de la zone euro, le soutien à la monnaie unique a plutôt progressé depuis la crise de la dette de fin 2011. En fait, il est même frappant de constater que dans plusieurs pays (dont la France, l'Espagne et l'Italie), la confiance des citoyens est plus élevée dans l'UE que dans leur propre Gouvernement. Cela ne les empêche pas toujours de voter pour des partis eurosceptiques aux Européennes, mais, à regarder ces graphiques, il ne semble pas que l'appartenance à l'UE soit remise en question.

Gr. 7 Le rejet de l'immigration a une influence aussi le glissement vers les partis non-traditionnels



Source : Eurobaromètre (Eurostat), calculs NG, <https://elections-europeennes.robert-schuman.eu>

Gr. 8 L'abstention avait plutôt favorable aux eurosceptiques en 2014



Source : Parlement Européen, Politico, calculs ING

L'immigration : un des sujets qui fâchent, avec la pauvreté

Bien entendu, il serait faux là encore d'en conclure qu'ils sont entièrement satisfaits du fonctionnement de l'UE. En particulier, la question de l'immigration est pratiquement la seule des grandes préoccupations des Européens où ils attendent des choses de l'UE. Ce terrain favori des eurosceptiques a lui aussi un impact sur les élections Européennes. Ainsi, le rejet de l'immigration (mesuré au Graphique 7 comme le % de répondants aux

enquêtes Eurobaromètre qui ne sont pas d'accord avec l'affirmation « l'immigration est bonne pour mon pays »), semble avoir une influence sur la part des partis non traditionnels au Parlement : les gains de sièges eurosceptiques en 2019 viennent de pays où les citoyens sont particulièrement sceptiques sur la question des bienfaits de l'immigration.

Conclusion

Au vu de ces quelques graphiques, on peut dire qu'il serait faux de ramener entièrement la montée de l'euroscepticisme à des débats nationaux ou au rejet du projet européen. Si cela peut être le cas lorsque des campagnes électorales nationales et européennes sont peu différenciées, il ressort néanmoins des enquêtes que les citoyens sont en mesure de faire la différence : les Européens savent ce qu'ils attendent de l'Europe. Le problème, c'est que ces préoccupations sont secondaires par rapport à leurs principales inquiétudes du moment (pouvoir d'achat, santé, vieillissement). Cette distance provoque assez logiquement un désintérêt, mesuré par des taux d'abstention élevés qui, à leur tour, influencent la part des partis traditionnels au Parlement.

A l'inverse, le fait de remettre au centre du débat, à l'échelle européenne, des sujets transnationaux (accords sur la lutte contre le changement climatique, sur la protection des frontières ou de la réforme de Schengen), pourrait faire baisser l'abstention et limiter la montée de l'euroscepticisme. Le défi, souvent cité, de rapprocher Bruxelles des citoyens, passe par des succès très publics sur ces dossiers. On peut dire à cet égard que la hausse de la participation en 2019 (de 43% à 51%) a été défavorable aux eurosceptiques, qui ont progressé moins qu'attendu. C'est sans doute dû en partie à la présence du changement climatique dans la campagne, un thème sur lequel les citoyens semblent attendre de plus en plus de l'UE.

Ces chiffres nous rappellent aussi que le soutien à l'Europe reste important et que les citoyens savent sur quels terrains l'attendre. Cela n'empêche pas parfois une confusion entre les campagnes électorales nationales et européennes, mais il ne serait pas correct de penser que la majorité des citoyens confondent les enjeux. Même si la montée des partis eurosceptiques pourrait changer les dynamiques au Parlement Européen, le projet Européen n'est sans doute pas encore en péril.

Disclaimer

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Belgique S.A. ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut pas garantir l'exhaustivité ni l'exactitude des informations communiqués par des tiers. ING ne peut pas être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes suite à l'utilisation de cette publication, sauf faute grave. Les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis, sauf indication contraire.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certains états et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable explicite et écrit de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication ING Belgique S.A. est agréée par la Banque Nationale de Belgique et est supervisée par la Banque Centrale Européenne (BCE), la Banque Nationale de Belgique (BNB) et l'Autorité des Services et Marchés Financiers (FSMA) . ING Belgique S.A. est enregistrée en Belgique (n° 0403.200.393) au registre des personnes morales de Bruxelles

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.

Editeur responsable : Peter Vanden Houte, Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles, Belgique.